

No 50

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

AdélarD DUGRÉ, S. J.

A. M. D. G.

La Désertion des Campagnes

SES CAUSES
SES REMÈDES

PRIX: 10 sous.



MONTREAL

SECRETARIAT DE L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE,

1075, RUE RACHEL,

1915

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

HN

31

E34

U.50

1915

A. M. D. G.

La désertion des campagnes

Ses causes — Ses remèdes

On n'en est plus à démontrer le fait de la désertion des campagnes, ni les inconvénients qu'elle peut engendrer. Les statistiques officielles, la cherté croissante de la vie, le nombre des sans-travail et des indigents qui embarrassent l'administration des villes, tiennent lieu de toute démonstration.

De 1901 à 1911, la population rurale de l'Ontario diminuait de 52,184 âmes, tandis que sa population urbaine augmentait de 392,511. Les provinces maritimes voyaient également diminuer la population de leurs campagnes tandis que la population de leurs villes augmentait considérablement. Dans la province de Québec, quand la population des villes augmentait de 313,863, celle des campagnes, y compris les régions récemment colonisées, n'augmentait que de 39,951. Vingt-six comtés, subissaient même une diminution de leur population rurale. (1)

(1) Ces comtés sont: Bagot, Berthier, Brome, Chambly-Verchères, Charlevoix, Chateauguay, Deux-Montagnes, Huntingdon, Joliette, Laprairie-Napierville, Richelieu, Rouville, St-Hyacinthe, St-Jean d'Iberville, Shefford, Stanstead, Vaudreuil, Argenteuil, Drummond-Arthabaska, Laval, Montmorency, Sherbrooke, Soulanges, Wright, Yamaska. Egalement 26 comtés avaient subi une diminution de population rurale de 1891 à 1901. C'étaient les dix-huit premiers nommés ci-dessus, ainsi que Beauharnois, Kamouraska, L'Assomption, Maskinongé, Missisquoi, Montmagny, Nicolet, Richmond, Wolfe. De 1891 à 1901 la diminution avait été pour les 26 comtés de 45,318; de 1901 à 1911 elle fut de 25,628.

L'enquête faite par M. René Dupont, en 1909, montre également que les vieilles paroisses continuent à perdre une forte proportion de leur population terrienne. M. René Dupont a consulté les curés de 695 paroisses et obtenu 603 réponses. Il a appris ainsi que le chiffre des personnes de ces paroisses qui ont quitté leur foyer en 1909 s'élève à 19,093 ; sur ce nombre, 13,331 ont quitté la province et 10,051 ont pris la route des États-Unis. (1)

Il n'y a, au Canada, que l'Alberta et la Saskatchewan où la population rurale augmente plus vite que la population des villes. Le tableau suivant indique cette augmentation dans les diverses provinces, de 1901 à 1911.

| | Pop. Urbaine | Pop. Rurale |
|-------------------------|------------------|------------------|
| Alberta | augment. 121,314 | augment. 180,327 |
| Colombie Brit. | " 113,505 | " 100,318 |
| Manitoba | " 129,892 | " 70,511 |
| Nouveau-Brunswick . . | " 22,262 | diminution 1,493 |
| Nouvelle-Ecosse | " 56,745 | " 23,981 |
| Ontario | " 392,511 | " 52,184 |
| Québec | " 313,863 | augment. 39,951 |
| Ile du P.-E. | " 15 | diminution 9,546 |
| Saskatchewan | " 113,815 | augment. 287,338 |

Dans le Canada entier, de 1901 à 1911, la population urbaine augmentait de 1,263,922, tandis que la population des campagnes n'augmentait que de 591,241. Si le mouvement continue, la population des villes, c'est-à-dire le nombre des consommateurs, dépassera bientôt le nombre des producteurs. C'est ce qui est arrivé dans l'Ontario où la population urbaine l'emporte maintenant sur la population rurale. Dans le Québec, la population rurale forme à peu près 51,6 pour cent de la population totale.

Elle en constituait 80,5 pour cent en 1871. Pour indiquer comment a varié ce pourcentage, dans les quarante dernières années, on a pu dresser le tableau suivant qui semble serrer la vérité d'assez près.

(1) Semeur, mai 1910, p. 268.

| Pop. Urbaine | | Pop. Rurale | |
|--------------|------|-----------------------------|----------------|
| En 1871 | 19.5 | pour cent de la pop. totale | 80.5 pour cent |
| 1881 | 22.8 | | 77.2 |
| 1891 | 29.2 | | 70.8 |
| 1901 | 39.8 | | 60.2 |
| 1911 | 48.4 | | 51.6 |

D'après M. J. A. de Bray, "en 1901, pour 100 habitants vivant dans les villes, il y avait 165 habitants vivant dans les campagnes, tandis qu'actuellement pour 100 habitants vivant dans les villes, il n'y a plus que 119 habitants vivant dans les campagnes." (1)

Qui ne voit ce qui se produira si la population des villes continue à s'accroître plus rapidement que celle des campagnes ? C'est la rupture de l'équilibre entre la production et la consommation. "Cet équilibre est à la veille de se rompre dans plusieurs provinces du Canada, écrivait M. Georges Pelletier à la fin de 1913; il passe par une crise, dans l'Est, qui s'industrialise plus vite qu'il ne faudrait, eu égard aux conditions spéciales du Canada. On ne saurait donc être surpris de la hausse du coût de la vie, quand l'armée des consommateurs, improductifs au point de vue alimentaire, n'a, pour l'approvisionner, qu'une quantité décroissante de producteurs, dont la production totale ne marche pas de pair avec le chiffre de la consommation." (2)

On connaît les dangers de décadence morale et la diminution des forces physiques qui résultent de l'encombrement des villes; je n'y insisterai pas. Au simple point de vue économique, la plaie qui nous menace est celle du paupérisme; ce sont aussi toutes ces difficultés sociales qui troublent depuis si longtemps les nations européennes. Déjà ces difficultés se sont fait sentir ici. Le meilleur moyen de les résoudre est de les prévenir en enrayant l'immigration à outrance et la désertion des campagnes.

Aujourd'hui que l'état de gêne où se trouvent les travailleurs de la ville dispose les esprits à mieux apprécier la

(1) Cité par M. Georges Pelletier dans le "Devoir", 21 déc. 1913.

(2) Georges Pelletier, "Devoir", 21 déc. 1913.

terre, il semble à propos de se demander d'où vient la fièvre dont souffrent tant de gens de quitter une situation enviable pour en embrasser une qui leur réserve de nombreux déboires. Notre intention est moins d'exciter les regrets des gens de ville que de dissiper l'erreur de jeunes hommes merveilleusement doués pour l'agriculture, qui préfèrent la servilité de l'usine à l'indépendance de la ferme. Il est vrai que la ville perd aujourd'hui beaucoup des attraits qu'elle avait naguère, mais il est encore utile de mettre les jeunes campagnards en garde contre les entraînements futurs. Du même coup nous affermirons le courage de ceux qui ne se résigneraient à cultiver qu'en attendant des jours meilleurs.

Nous croyons que le mal serait vite atténué si les gens de la campagne connaissaient mieux ce que la ville leur réserve ; il faut faire leur éducation à ce sujet. La simple énumération des causes qui déterminent la désertion des campagnes peut éclairer bien des esprits et suggérer quelques-uns des remèdes qu'il convient d'apporter au mal dont nous souffrons.

PREMIERE CAUSE :

L'aversion pour la campagne.

Evidemment nous n'avons pas à nous étonner si plusieurs de nos jeunes gens s'éloignent des vieilles paroisses. Les familles sont nombreuses, et les terres, déjà divisées, ne peuvent suffire à tous les garçons qui seront demain des chefs de famille. Il leur faut bien chercher à s'établir ailleurs. Ce qui est alarmant, c'est que, dans un temps de colonisation si intense, l'étendue des terres nouvellement défrichées est, dans notre province, relativement peu considérable ; c'est que la plupart des jeunes gens qui s'éloignent de la maison paternelle sont des déserteurs de la terre.

Pour le jeune campagnard de 20 à 25 ans qui n'héritera pas du bien paternel et qui ne doit plus attendre des autres sa subsistance, le déplacement simpose. Quelles sont les raisons qui le dirigeront dans le choix de son état de vie ?

A la campagne, le partage des vocations se fait souvent avec une imprévoyance étonnante. Des circonstances toutes secondaires imposent parfois une décision irrévocable, ou influent sur le choix d'une manière excessive. La visite d'un parent, une offre d'emploi, les préférences ou les ambitions de la *future*, tiennent souvent lieu des raisonnements sérieux et des longues délibérations. A ce point difficile de la vie, lorsqu'ils donnent le coup de barre qui oriente leur avenir, des jeunes gens se laissent guider par les raisons les plus futiles. Ce ne sont pas leurs aptitudes qu'ils consultent d'abord, ce n'est pas davantage la carrière même qu'ils examinent, c'est le goût ou plutôt le dégoût du moment.

Depuis qu'ils ont la force de travailler, on les a appliqués à des travaux pénibles, dont ils ne tiraient pas eux-mêmes le prix, où ils ne prenaient qu'un intérêt médiocre, parce qu'ils y étaient traités en *engagés* sans salaire plutôt qu'en associés.

Ils sont à un âge où l'on ne voit de la ville que les aspects séduisants et de la campagne que les aspects désagréables, sans en apprécier les biens solides et les incomparables avantages. C'est sur la ferme qu'ils ont subi pour la première fois, la dure loi du travail, et ils ont pris l'habitude de rejeter sur elle seule ce qui est le lot de tout labeur ici-bas. C'est donc le travail de la ferme qu'ils veulent fuir avant tout, espérant échapper ainsi à la peine du travail. Dans la ville il n'y aura plus d'animaux à soigner, plus de semences à faire, et plus de récoltes à couper sous le grand soleil, au temps où les jours sont si longs, où l'on se lève si tôt, où l'on soupe si tard.

Et puis, quels avantages la terre leur a-t-elle procurés jusqu'ici ? Elle les a nourris, c'est vrai ; mais s'ils étaient nés en ville, n'auraient-ils pas été nourris de même, et mieux vêtus, mieux logés, mieux instruits ? Ils ne savent pas encore que l'air des champs qu'ils ont respiré depuis leur enfance, leur a procuré une richesse que la plupart des enfants de ville leur envieraient avec raison, la santé. Fermant les yeux sur le solide pour ne voir que le brillant, le jeune campagnard se trouve inférieur en tout. Il travaille plus fort

et il se croit moins libre que le gamin du village. Ce que celui-ci gagne, il l'a et le dépense, tandis que lui n'arrache qu'avec peine la monnaie qu'il destine à sa toilette ou à ses menus plaisirs. Il est fils de famille aisée, mais cela n'y paraît guère : tel fils de journalier a plus d'argent dans ses poches, voyage plus, s'habille mieux que lui. Tel jeune homme qui ne le vaut pas, ni par le talent, ni par la conduite, commence à s'établir, tandis que lui ne travaille encore que pour la famille. Sans doute, son père promet bien de l'aider plus tard, mais ne vaut-il pas mieux recevoir tout de suite ce qu'il doit avoir et se tailler lui-même une existence à son goût ?

A côté de lui ce fils de gros habitant voit d'anciens camarades d'école élémentaire, des gueux dont le père possède à peine de quoi les abriter, qui ont de l'argent pour toutes les dépenses, pour les jeux comme pour les soirées de charité, qui ne rendent compte à personne des chaussures qu'ils s'achètent et des cravates qu'ils portent, qui égrènent des poignées de monnaie blanche dans les poches de leurs pantalons, tout cela parce qu'ils gagnent quelques piastres par semaine, lorsqu'eux-mêmes travaillent autant et ne disposent de rien. Alors, des idées surgissent dans la tête de ces jeunes gens injustement mis à la gêne, des comparaisons s'établissent, des projets s'élaborent. Ils ne voient, dans leur vie, que du travail sans rémunération immédiate, et dans celle des ouvriers à gage que des côtés séduisants. Voilà, disent-ils, des gens qui travaillent à l'ombre, qui soupent à l'heure, qui touchent un salaire ; tandis qu'eux-mêmes cuisent au soleil, barbottent sous la pluie, soupent à la veillée et se lèvent au petit jour pour permettre au père de tout encaisser.

Et voilà ce jeune paysan qui soupire après son indépendance. Une circonstance fortuite déterminera son départ, et il ne partira pas pour aller défricher un lot en bois debout, vous pouvez m'en croire. Si l'on veut garder à la culture des champs tous les jeunes gens qui y sont aptes, n'est-il pas d'une extrême importance de leur rendre agréable la vie à la campagne, de leur en faire saisir les avantages ? C'est

oeuvre d'éducation, c'est aussi matière à réforme de la part de certains parents.

En effet, bien des parents ne font rien pour attacher leurs fils au sol. Au contraire, ils n'agiraient pas autrement s'ils voulaient les en dégoûter. Ils leur refusent ou ne leur donnent qu'à contre-cœur, l'argent dont ils ont besoin pour des récréations légitimes ou des dépenses absolument raisonnables. Les uns agissent ainsi par avarice, d'autres par calcul, pour former la jeunesse à l'économie. Est-ce là une sage éducation ? De ces jeunes gens qu'on n'habitue pas au maniement de l'argent, on risque de faire ou des prodiges par réaction, ou des avares étroits et peu progressifs. Il est juste que le fils de cultivateur tienne son rang comme le père. Si on ne lui donne pas le moyen, on le soumet à une suite d'humiliations qui déforment son caractère et lui rendent pénible la vie à la maison. Dès qu'il sera maître de son argent, il ne saura pas l'employer avec économie, il le gaspillera ou l'empilera trop jalousement. Surtout, ce régime serré contribue souvent à augmenter son aversion pour la carrière d'agriculteur.

Sans doute, il ne faut pas faire de ses fils des prodiges, mais si l'on réussissait à former les jeunes gens à économiser eux-mêmes le peu d'argent qu'on leur mettrait entre les mains, ne serait-on pas plus avancé qu'en les forçant à ménager au prix d'humiliations suivies de révoltes intérieures ? C'est la vie des champs qu'on rendra responsable de la mesquinerie des parents, et c'est en l'abandonnant qu'on se débarrassera d'un joug qui s'est trouvé trop lourd, quand il pouvait être si léger.

Les dépenses qu'on fera pour rendre plus agréable la vie de famille, pour attacher les fils à la terre et au foyer, sont le meilleur placement que puisse faire un cultivateur. Il prépare ainsi leur avenir bien plus sûrement qu'en épargnant des piastres, et, du même coup, il les préserve des entraînements vers la ville, si funestes à leur âme.

DEUXIEME CAUSE :

Attrait pour la ville.

Aux griefs que le jeune campagnard croit avoir contre la terre s'ajoute l'attrait qu'il ressent pour la ville. La ville lui apparaît comme la région féerique où tout se transforme. Il en voit revenir d'anciens camarades qui parlent de leur salaire comme d'une fortune faite. C'est à ceux-là que le jeune fermier veut ressembler. Il ne songe pas que c'est une déchéance pour lui, fils de propriétaire à l'aise, de se mettre au rang des journaliers qui n'ont, pour toute propriété, que leurs bras et leur garde-robe. La ville l'attire et l'éblouit ; en y allant il croit s'anoblir.

En effet, pour beaucoup de jeunes, et même de vieux, c'est déjà un honneur que d'habiter la ville et de demeurer dans une grande bâtisse, quel que soit le rôle qu'on y joue et la place qu'on y occupe. Avec la satisfaction de cet orgueil enfantin, le jeune homme trouve un salaire fixe qui lui paraît inépuisable ; des distractions nombreuses, une nourriture plus délicate, des vêtements plus à la mode. Beaucoup de ces gars brunis au soleil, veulent désormais travailler à l'ombre, avoir les mains plus blanches et la tournure plus déliée des gens de ville. Ils y réussiront et s'en désoleront bien plus vite qu'ils ne le pensent. Car ils ne savent pas encore avec quelle amertume on peut regretter le soleil et le grand air. Ils regretteront en même temps l'espace autour de la maison, les congés pris à volonté, le plaisir d'atteler leurs propres chevaux, la facilité de recevoir et de visiter les parents. Mais tant qu'ils ne seront pas victimes de la ville, ils ne voient que le miroitement des faux ors et des lumières aveuglantes.

Il faudrait détromper ces jeunes gens, les renseigner sur ce qui les attend en ville. Malheureusement, plusieurs de ceux qui pourraient les instruire semblent se donner la mission de les tromper davantage. Ils énumèrent avec fracas les prétendues jouissances qu'ils y trouvent, le salaire élevé

qu'ils gagnent, les nombreuses occasions qu'ils ont de s'enrichir d'un bond. Ils taisent toutes celles qu'ils ont d'être réduits à la misère; ils dissimulent soigneusement les nombreux inconvénients dont ils souffrent eux-mêmes.

Les jeunes époux qui vont faire leur nid en ville ne sauront que trop tard combien les logements y sont étroits, combien les voisins y sont incommodes, combien la maladie y est fréquente et désastreuse, combien la vie y coûte cher. Le jeune homme de famille aisée qui vient en ville pour un salaire de quarante à soixante piastres par mois et qui, fidèle à de vieilles habitudes, dépense régulièrement tout ce qu'il gagne, mène apparemment la vie d'un homme à l'aise. Il semble se maintenir au moins au rang de ses frères restés fermiers. Plusieurs le croiraient monté dans l'échelle sociale: il voyage tant et s'habille si bien ! Attendez qu'il tombe malade ou qu'il perde son emploi. En moins d'un an il est réduit à recourir à la charité des autres. Attendez que ses enfants se multiplient et soient malades, car en ville la femme et les enfants sont toujours malades, et le gros salaire ne suffira plus. Si tout le revenu y passe quand les enfants sont jeunes, si l'on n'épargne rien, comment fera-t-on quand il faudra payer l'instruction des garçons et les toilettes des jeunes filles ? On sera réduit au régime des familles d'ouvriers pauvres, où tout le monde travaille et ruine sa santé, pour vivre. La misère en cas de maladie, en tout cas la déchéance sociale, voilà l'issue où aboutissent ces jeunes gens qui, en fuyant la campagne, croient fuir la vie pénible.

Au contraire, le jeune fermier, sur sa terre, pourra être malade pendant des années avant d'être ruiné. Sa ferme qu'il dirigera de son lit continuera à fructifier, ses vaches donneront du lait, ses chevaux lui resteront et tous ses animaux produiront, bien qu'il soit lui-même inactif; ses enfants lui seront bientôt une source de richesse. Son revenu sera moindre, mais il continuera d'exister et lui suffira presque toujours, tandis que l'ouvrier des villes n'a plus rien dès qu'il cesse de travailler.

Voilà ce qu'on se garde bien de dire aux jeunes gens de la campagne. Les citadins retournent dans leur paroisse

et font admirer leurs beaux habits et leur face bien rasée. Quelques-uns ont même l'esprit de répéter aux *habitants*, des quolibets qui ont traîné sur toutes les lèvres. Et c'est ainsi que, victimes de la ville, ils dressent contre la campagne l'une des plus formidables machines de guerre qu'une classe puisse employer contre une autre, le mépris et la pitié.

TROISIEME CAUSE :

Le mépris pour l'habitant.

L'habitant de nos campagnes, si digne, si fier, si indépendant, n'a pas échappé au mépris des gens de ville, pas plus que le paysan de France si peu flatté par les auteurs de comédies. Un Canadien qui séjourne en Angleterre depuis quelques années, s'étonnait récemment du peu de considération que les citadins témoignent, chez nous, aux cultivateurs. Voyant avec quel orgueil les fermiers anglais se glorifient d'être propriétaires, il ne comprenait pas que l'ouvrier de nos villes, comme l'habitant de nos campagnes, n'ait pas mieux apprécié la grande supériorité de celui-ci sur celui-là.

En effet, le cultivateur de notre pays possède au suprême degré ce dont l'homme doit être fier par-dessus tout, l'indépendance. Il est son propre maître, il dispose de lui-même et de tout son bien. Il détermine ses jours de congé, ses heures de travail et ses heures de repos. Il n'a pas à subir la morgue d'un employeur ou les réprimandes des contre-maîtres. Il fait lui-même ses ventes et ses achats, et s'il ne trouve pas, pour ses produits, le prix qu'il exige, il attend son heure ou les garde pour lui. Parmi les cultivateurs dignes de ce nom, il n'y a pas chez nous de nécessiteux.

Par contre, dans quelle dépendance vit l'ouvrier des villes ! Sans parler des commandements brusques et des tracasseries humiliantes qu'il doit endurer, il risque de se voir sans ouvrage au moindre signe d'émancipation. Les naissances, les sépultures, les changements de logis si fréquents, les maladies, créent des embarras à n'en plus finir et sont une source d'angoisse pour l'ouvrier salarié. On lui

refusera les congés dont il a un besoin évident, et on lui en donnera quand il n'en veut plus. Avec cela il se sent l'objet d'une inquisition irritante et reçoit à tout propos la menace d'un renvoi définitif. Si l'ouvrage presse, il travaillera le soir et le dimanche, fût-il à bout de forces, et si l'ouvrage ne presse pas, on lui donne des congés dont il n'a que faire. Pour consulter un médecin ou se faire réparer les dents, il devra parfois guetter sa chance pendant des semaines. Ses congés il les passera assez souvent à garder la maison, tandis que sa femme ira faire ses achats. Et puis, il y a des métiers qui ne chôment pas. On est pompier, contrôleur de tramways, arroseur de rues, le dimanche comme la semaine.

Qu'on mette en regard de cette vie si peu libre l'indépendance du cultivateur, et l'on s'étonnera un peu que l'habitant ait encore à subir les traits d'esprit des gens de ville. Il est vrai que les moqueurs ne sont pas toujours convaincus et qu'on peut décocher un bon mot sans le croire bien conforme à la réalité. Le cultivateur canadien d'aujourd'hui porte et portera probablement longtemps la peine de l'habitant d'autrefois.

Celui-ci, en effet, s'est trop laissé devancer. La campagne canadienne, comme celle d'autres pays, a été trop longtemps le refuge de la routine et du laisser-aller. Je n'apprends rien à personne: le paysan n'est pas progressif de son naturel. Ayant la subsistance assurée, il n'est pas stimulé par la lutte pour la vie. En faisant comme il a vu faire et comme il a toujours fait, il est sûr du lendemain, tout en goûtant la plus délicieuse indolence, sans surmener son esprit par le désir d'invention ou de perfectionnement, sans s'imposer le surcroît de travail qu'exige toute innovation. Il est si enclin à rester dans la tradition qu'il se défie des nouveautés et parfois s'en irrite. Admettre qu'on peut faire mieux qu'il ne faisait, ce serait reconnaître qu'il n'a pas atteint la perfection du premier coup, et cela déjà l'humilie. Ce sentiment perce même chez les fermiers réellement progressifs. Leur parle-t-on d'une innovation, leur premier mouvement est un haussement d'épaules ou un sourire de mépris.

Le résultat, c'est que le cultivateur n'a pas avancé aussi vite que le citadin. En 1900, il était resté bien près de 1850, et il n'a pas encore réussi à regagner tout le terrain perdu. Avouons-le aussi, de bons vieux curés ne l'encourageaient pas à courir sur la route du progrès. Qui n'a connu de ces excellents prêtres qui se désolaient de voir les campagnes se rajeunir ? L'apparition des maisons mieux bâties, des voitures plus légères et des vêtements mieux taillés était pour eux des signes de décadence et de mauvaises moeurs. Il n'est pas certain qu'ils aient eu toujours raison. Un brave curé l'avouait sur ses vieux jours : "Maintenant, disait-il, j'aime mieux que mes paroissiens se logent bien, qu'ils s'habillent à leur goût, qu'ils s'amuse à la maison, sans boire et sans danser, et qu'ils restent chez eux."

Le cultivateur est un roi sur sa ferme, sa position sociale est supérieure à celle des ouvriers de ville, pourquoi ne se tiendrait-il pas à son rang ? Pourquoi lui demander de s'habiller, de se loger, comme un pauvre ? Le point difficile, c'est de garder la mesure. En croyant se conformer aux convenances, beaucoup tombent dans un luxe ruineux et ridicule. Evidemment nous n'aurons jamais besoin d'encourager les campagnards à suivre la mode : ils y sont assez fidèles, certes ! Mais ne boudons pas trop ceux qui aiment à se loger confortablement, à se montrer dans un extérieur qui tient compte à la fois et de l'état de leur fortune, et des plus délicates susceptibilités de la modestie évangélique. Par là, les jeunes gens de nos paroisses se laisseront moins éblouir par l'attirail des gens de ville, ils pourront traverser les rues et les places publiques des grandes cités sans rougir de leur personne ou de leur attelage. Si cela leur donne un peu de fierté et d'estime pour leur profession, ce sera un résultat estimable.

Une autre cause du mépris qu'on a souvent affecté à l'égard de la campagne vient de l'état rudimentaire où s'y trouva l'éducation. Pour des raisons bien connues, les écoles furent lentes à s'ouvrir dans beaucoup de paroisses, et plus lentes encore à progresser. Sorti de l'école jeune, l'enfant abandonnait toute étude et restait un illettré. L'habitant

qui ne savait ni lire, ni compter, ne pouvait se permettre des audaces dans ses marchés. Sa timidité naturelle le paralysait devant le beau monsieur ou la belle dame qui marchandait ses produits, et souvent son commerce en souffrait. Il devait résister par des paroles énergiques ou des coups de force aux habilités dont il craignait d'être victime. De là un renom de raideur et d'incivilité qu'il a laissé en héritage à ses descendants.

Aujourd'hui que l'enseignement s'améliore et que les écoles sont mieux fréquentées, le jeune cultivateur acquiert les manières et la dignité qui manquaient à plusieurs de ses devanciers. Les bonnes écoles rurales nous doteront bientôt d'une classe de cultivateurs plus ouverte et plus fière d'elle-même. La lecture des publications agricoles, devenant plus facile et plus commune parmi nos gens, ne manquera pas de répandre bien des notions qui relèveront les travailleurs de la terre. Je ne parle pas des collèges d'agriculture qui nous formeront bientôt une véritable aristocratie rurale. Tout effort pour améliorer l'éducation, pour faire fréquenter les écoles, aura donc le bon effet de rendre plus prospère et plus estimable la campagne canadienne. Ça peut être un excellent stimulant pour tous ceux qui s'occupent des choses de l'éducation.

QUATRIÈME CAUSE:

Ça ne paie pas.

Si bien des jeunes gens quittent la campagne par aversion pour le travail des champs et par goût pour le plaisir des villes, il est de braves cultivateurs, souvent laborieux et économes, qui se voient forcés d'abandonner la culture parce qu'elle ne rapporte pas assez.

Des familles nombreuses où déjà les enfants sont en âge de travailler, sentent la gêne sur des fermes trop pauvres ou trop petites, et vont offrir à la ville, même aux Etats-Unis, un travail que la terre ne rémunère pas suffisamment. Les habitudes routinières des générations qui nous ont pré-

cédés ont épuisé un sol pauvre d'avance, et les humbles qui ont hérité de pareilles terres n'ont ni l'énergie, ni le talent, ni les moyens de les fertiliser. Naturellement timides et défiants, ennemis des risques et des innovations, ils se contentent presque toujours de faire ce que faisaient leur père et leur grand-père, et d'admirer, sans le pratiquer, ce que leur prêchent les conférenciers agricoles. Les conseils qu'on leur donne, ils ne les saisissent pas ou ne les croient pas pour eux. D'ailleurs, les instruments perfectionnés, les animaux de race supérieure, les étables modernes, les achats de fertilisants, comment rêver de pareilles dépenses, quand ils peuvent à peine vivre sur leur lopin de terre ? Tandis que les riches améliorent leurs méthodes de culture, cherchent à mieux vendre et à payer moins cher, ils gardent, eux, leurs méthodes vieillies, leurs petites récoltes et leurs petits profits.

Aussi, dès que ces braves gens s'aperçoivent qu'à la ville voisine ils gagneraient autant en ne travaillant pas davantage, ils ont vite fait de lever le pied.

Ne soyons pas trop sévères pour ces petits cultivateurs victimes de leur ignorance et de l'incurie de leurs devanciers plus encore que de leur propre inertie. Cherchons plutôt à faire de l'agriculture un métier qui les paie, et nous garderons à la campagne la plupart d'entre eux et de leurs enfants. La tâche n'est pas facile, cependant, car ce qu'il faut vaincre, c'est l'esprit de routine à l'état endémique chez des gens peu préparés au progrès.

D'abord, ils ne s'imaginent pas qu'il faut un apprentissage pour être cultivateur comme pour être mécanicien ou tailleur de cuir. Ils se sont crus fermiers du jour où ils savaient tenir les mancherons de la charrue et jeter le grain en terre. Nulle notion du commerce, peu de souci d'adapter les semences à la nature du sol ou de varier la culture, peu de soin pour choisir et améliorer les troupeaux.

Ils sont les derniers à profiter des avantages que le gouvernement offre aux cultivateurs et dont ils ont besoin tous les premiers. Leurs produits restent peu abondants et de qualité inférieure ; de plus, ils ne savent pas trouver les débouchés les plus rémunérateurs. Comment entraîner dans

le courant du progrès la classe nombreuse de ces petits cultivateurs si rebelles à s'y engager ? Certes, ces gens méritent bien qu'on s'intéresse à leur sort. S'il y a parmi eux bien des indolents, d'autres sont courageux. C'est chez eux, dans leurs belles familles, attachés à la terre et rompus à la vie pénible, qu'on peut recruter les meilleurs garçons de ferme et les colons les plus endurants — pourvu qu'ils ne se dégoûtent pas de travailler une terre trop ingrate.

Ce sont les agriculteurs à l'aise qui pourraient le plus facilement les instruire et les convaincre. A eux de les initier aux méthodes nouvelles et de les entraîner à mieux faire. S'ils veulent s'y employer, ils ont à remplir une tâche éminemment sociale et patriotique. Qu'ils ne dédaignent pas des camarades moins fortunés, moins développés, mais capables de profiter d'une sage direction et d'un secours opportun.

Malheureusement, cette oeuvre de relèvement ne se fera pas seule et demandera bien du temps. D'abord, l'esprit de solidarité pénètre lentement chez nous. Si l'on s'associe, on cherche dans l'association un avantage personnel, rarement le bien de la communauté. Les sociétaires veulent s'enrichir, non s'entraider. En bien des paroisses on en est encore à cacher jalousement ses profits et ses marchés. Le vieux levain normand qui nous porte à faire mystère de nos calculs et à porter envie à nos voisins, subsiste encore chez nos paysans. Pour plusieurs le profit semble avoir une saveur particulière si les autres ne le partagent pas. Voilà un premier obstacle à la coopération des riches et des pauvres dans le relèvement de la classe agricole.

Le second vient du pauvre lui-même qui ne croit pas au désintéressement de son conseiller. Il craint de contribuer à l'enrichir et de perdre ce que l'autre gagnera. Les prêtres qui ont voulu promouvoir la coopération dans les campagnes savent que cet état d'esprit n'est pas imaginaire. En outre, le petit habitant se fait souvent un point d'honneur de ne rien devoir à personne et refusera parfois sèchement toute avance qui lui sera faite.

Il ne faut pourtant pas se laisser rebuter. Les cultivateurs du dernier rang doivent apprendre au plus tôt les

moyens de récolter davantage et de mieux vendre leurs produits. C'est aux riches à les instruire, à les persuader, à s'associer à eux, à faire les démarches nécessaires et à partager les premières dépenses pour l'amélioration des terres. Les caisses populaires peuvent aider les cultivateurs honnêtes qui ont à faire des déboursés de longue portée. L'important, comme le plus difficile, c'est d'ouvrir ces esprits fermés et de décider ces gens à profiter des moyens qu'on leur offre.

L'instruction des cultivateurs, c'est là probablement le moyen le plus efficace qu'on ait de rendre l'agriculture de plus en plus payante dans notre province. Les collègues d'agriculture y travaillent avec un succès qu'on n'aurait pas espéré il y a dix ans. Ils dissémineront bientôt dans presque toutes nos paroisses de jeunes cultivateurs intelligents et progressifs dont le seul exemple constituera l'enseignement le plus entraînant.

Je ne veux pas examiner si les conférenciers agricoles qui ont parcouru notre province depuis trente ans ont toujours été à la hauteur du rôle qu'ils avaient assumé : ce qui est certain, c'est qu'ils n'ont pas réussi partout à faire adopter les réformes qu'ils prênaient. D'ailleurs les techniciens les plus experts ne pourront jamais rien sur des auditeurs qui ne veulent pas profiter des leçons qu'on leur donne. Il faut donc d'abord décider les cultivateurs à marcher de l'avant, sans révolutionner leurs façons d'agir, mais en leur faisant faire mieux ce qu'ils ont toujours fait. Voilà le meilleur moyen d'arriver à un prompt succès.

Je sais, du reste, qu'il est plus facile de donner un conseil que de l'exécuter. Aux suggestions qu'on leur fait, les cultivateurs apportent souvent des objections qui ne sont pas à dédaigner. N'allons pas croire que telle réforme particulière, d'ailleurs excellente, la culture des légumes ou la construction de polaillers froids, par exemple, peut enrichir tout le monde. Le même remède est rarement bon partout ; c'est pourquoi le concours des cultivateurs influents est si nécessaire si l'on veut provoquer un mouvement d'ensemble. Etant sur place, connaissant leurs gens et leur région, ils peuvent, mieux que tout autre, faire des suggestions pratiques et facilement réalisables.

CINQUIEME CAUSE :

La part de l'éducateur.

En France, on se plaint beaucoup que l'éducation donnée aux enfants de la campagne contribue à leur inspirer le goût de la ville et le désir d'aller s'y entasser. Au Canada, on ne peut reprocher aux éducateurs de travailler à détacher leurs élèves de l'amour des champs ; mais l'enseignement donné dans les écoles et les collèges commerciaux, dans les pensionnats de nos campagnes, a-t-il toujours pour résultat de former des agriculteurs convaincus, des femmes de cultivateurs économes et dévouées, ou bien des commis et des comptables, des élégantes et des musiciennes ?

C'est un grand inconvénient que, dans notre pays, les programmes d'études et les questions d'examens soient les mêmes pour les élèves de ville et de campagne. Tous nos instituteurs, toutes nos institutrices recevant un entraînement pédagogique uniforme, adapté surtout aux exigences de la ville, il résulte qu'en enseignant ce qu'ils ont appris, ils préparent leurs élèves plutôt pour la ville que pour la campagne. En voyant le nombre toujours croissant des plus cultivés de nos jeunes campagnards chercher dans les villes une place de commis, de chauffeur d'automobile ou de contrôleur de tramway, on se demande s'il n'y a pas lieu, pour les éducateurs, de travailler plus activement à attacher au sol la jeunesse qui leur est confiée.

Les congrès d'agriculture émettent souvent le vœu que l'enseignement, dans les écoles rurales, devienne plus agricole ; le Conseil de l'Instruction publique inscrit au programme d'études un cours d'agriculture ; le gouvernement encourage cet enseignement, il favorise les instituts agricoles, les jardins scolaires, et les écoles ménagères ; il offre même d'envoyer des conférenciers agricoles jusque dans les collèges classiques où on les invitera. Mais toutes ces peines ne donnent que peu de résultats dans la pratique, et sont con-

damnées à demeurer stériles, si l'enfant n'a pas le goût et même l'amour du métier qu'il doit exercer.

Ce goût, cet amour du métier d'agriculteur, le collègue commercial l'inspire-t-il aux jeunes gens ? Les cultivateurs à l'aise envoient souvent les plus intelligents de leurs garçons à la grande école de la petite ville ou du gros village voisin, continuer les études commencées à l'école primaire. Il serait regrettable qu'ils n'eussent d'autre récompense de leurs sacrifices que de voir leurs fils revenir à la maison, dégoûtés de la terre, hantés de vagues aspirations vers ce qu'ils appellent des métiers moins durs et moins malpropres. Dans des collèges où les fils d'agriculteurs sont en grande majorité, on aurait tort de viser à former, avant tout, des commerçants et des banquiers.

A un âge où l'imagination est si vive, un jeune homme ne se suppose pas, pendant deux ou trois ans, plongé dans les grandes entreprises commerciales ou industrielles, dans les opérations de bourse ou de banque, sans que son esprit reste fortement impressionné. Si l'on n'y veille, la comptabilité d'une ferme canadienne lui paraîtra bien mesquine et sans importance, à lui qui s'est préparé aux grandes transactions. Habitué à faire circuler des monceaux de billets de banque scolaire, il se croira amoindri de n'avoir à calculer, toute sa vie, que le budget d'un cultivateur. Rêvant de devenir homme d'affaires, il se dirigera vers la ville où il ne sera souvent, jusqu'à la fin de ses jours, qu'un badaud quelconque et un consommateur de plus.

L'enseignement technique de l'agriculture, à l'école, n'est pas un remède suffisant au mal qui nous menace. Un manuel d'agriculture, nécessairement idéaliste et catégorique, simplement lu en classe ou appris par coeur, peut inspirer toute autre chose que l'amour du sol. C'est le coeur de l'élève qu'il faut atteindre, c'est sa mentalité qu'il faut former.

A ce sujet M. Omer Héroux écrivait en 1906, à la suite d'un congrès des missionnaires agricoles : "Sur le premier point (l'enseignement agricole à l'école élémentaire) l'accord, croyons-nous, est unanime. On ne songe point à enseigner

un manuel d'agriculture : l'expérience paraît avoir échoué dans la plupart des autres pays. Il s'agit d'inspirer aux enfants le goût des choses agricoles, de tourner leur esprit vers la vie des champs, de leur en inculquer le respect et l'amour et de les y intéresser profondément. Les moyens dont on peut user sont très nombreux ; il est facile de mettre de l'agriculture partout, à commencer par l'arithmétique et la grammaire. On est trop porté, en effet, à considérer ces matières comme absolument neutres et inaptés à transmettre un sentiment quelconque. Il n'est pas indifférent, au contraire, que les problèmes et les exercices lexicographiques sur lesquels s'acharne la pensée de l'écolier, lui parlent de son pays ou de la nation voisine, d'agriculture ou de luxe, de morale ou de frivolité. Tous les éducateurs comprennent, du reste, que les matières les plus indifférentes en apparence peuvent servir à la formation morale de l'écolier et à l'ornementation de son esprit. Il est d'ailleurs juste de noter que l'on a déjà fait chez nous des efforts considérables dans le sens que nous indiquons ; il s'agit d'accentuer et de fortifier le mouvement."

Avant tout, il faut s'appliquer, dans l'école, à détruire le préjugé qui, dans l'estime des enfants, place au-dessus de l'habitant des campagnes tout ce qui habite la ville. Il faut faire comprendre au jeune campagnard la supériorité de celui qui possède sa maison et sa terre sur celui qui n'a, pour toutes richesses que le salaire d'une semaine, quelque meubles et les beaux habits qu'il porte. Il ne faut pas oublier, non plus, qu'au point de vue moral et religieux, comme au point de vue matériel, la campagne offre des garanties que la ville n'offre pas.

Pour convaincre les autres, il faut être convaincu soi-même. En est-il ainsi de toutes nos institutrices ? N'ont-elles pas parfois une admiration exagérée pour l'élégance et les agréments de la ville ? Savent-elles assez que le bien de la société, la prospérité de notre pays, le salut de bien des âmes exigent que nos populations restent attachées à la campagne ? Il serait malheureux qu'une fausse mentalité s'introduisît chez celles à qui l'on confie l'éducation des en-

fants de nos campagnes. Consciemment ou inconsciemment elles feraient une oeuvre antipatriotique et antireligieuse, car la question qui nous occupe est plus qu'une question économique.

Je ne voudrais pas, comme certains bons curés, vouer à la géhenne le piano, et tous les arts d'agrément qui prennent tant de place dans nos pensionnats. Pour une femme d'habitant il est assurément plus utile de savoir traire les vaches que de savoir pianoter, mais enfin ! . . . Si le piano peut rendre plus agréables les soirées de famille et lier davantage les enfants à la maison paternelle, je lui pardonne bien des choses.

Ce qui paraît bien plus redoutable, ce sont les rêves de jeunes filles qui se peignent en rose la vie en ville. La désertion de la campagne est souvent une des conditions que la jeune fiancée met à son prochain mariage. Elle ne veut pas être femme d'habitant : l'unique solution est donc de quitter la campagne. Je ne veux pas dire à cette jeune femme ce que lui réserve l'avenir, elle ne me croirait pas. Elle ne soupçonne pas ce qu'elle sentira bientôt d'ennui et d'inquiétude. Dans les premières années, elle aura des loisirs pour aller dans les rues fréquentées, voir et se faire voir. Mais plus tard elle apprendra quelle servitude est la sienne. Entourée de familles elle sera parfois plus isolée qu'à la campagne, incapable de quitter le logis, toujours enfermée dans ses appartements où elle ne voit jamais que les mêmes figures. Elle craindra pour son mari qui travaille et qui revient tard, pour ses enfants qui jouent et qui courent dans la rue ; souvent elle verra l'un devenir ivrogne et les autres tourner mal. Car, d'ordinaire, le séjour des villes n'est pas plus favorable à la santé des âmes qu'à celle des corps. Le plaisir de lorgner des toilettes ou de voir passer les pompiers est un mince dédommagement aux ennuis de cet esclavage.

SIXIEME CAUSE :

Calcul et nécessité.

Faut-il ajouter qu'un grand nombre de parents poussent leurs enfants en ville bien plus qu'ils ne les retiennent ? Dans le partage des états de vie, le père n'est pas fâché, bien souvent, de se débarrasser à bon marché de deux ou trois garçons qu'il n'aura pas à pourvoir de fermes. En se tirant d'embarras, il sait faire plaisir à ses fils et croit leur rendre un bon service. Cet homme ne mesure pas la portée de son action.

Le cultivateur qui, au lieu de donner une terre à son garçon, l'envoie en apprentissage à la ville, seul, à dix-huit ou vingt ans, sans expérience, sans soutien, ne semble pas soupçonner à quels dangers il l'expose. Le brave homme croit préparer à son enfant ce qu'il appelle une vie moins pénible que la sienne : il se trompe parfois étrangement.

L'ambition des cultivateurs devrait être de faire de leurs fils des cultivateurs, bien plus que des citadins et des hommes de profession. Ce qui a fait jusqu'ici la force et la beauté du peuple canadien-français, c'est la population de ces campagnes. La prospérité de la plupart de nos cultivateurs, leur vie heureuse et leurs mœurs patriarcales, ont fait l'admiration de tous les étrangers qui les ont visités : n'allons pas dédaigner ce que les sages nous envient. Les efforts des parents devraient s'unir à ceux du curé et de l'instituteur pour inspirer aux jeunes générations le goût de la vie des champs et le désir d'y consacrer leurs forces.

Malheureusement pour faire des cultivateurs de tous les jeunes campagnards qui n'ont ni vocation au sacerdoce, ni des aptitudes évidentes pour une vie de travail intellectuel, il faudrait des terres en abondance, il faudrait fournir aux parents la possibilité, même la facilité d'établir leurs garçons. Or, dans notre vaste province, les terres semblent se faire rares.

Nous touchons ici à une question complexe. Sans doute, il y a encore dans nos vieilles paroisses bien des fermes trop étendues. Nos pères se sont souvent trompés en s'imposant l'entretien de terrains trop vastes. Ne pouvant les cultiver avec assez de soin, ils les ont laissées s'appauvrir. Aujourd'hui encore certains cultivateurs auraient des récoltes plus abondantes s'ils avaient moins grand de terre et s'ils l'entretenaient mieux. Mais, en général, les fermes de la province de Québec ne sont pas susceptibles d'être divisées. Beaucoup de jeunes cultivateurs doivent donc se diriger vers des régions nouvelles. Or ces régions ne sont jamais attrayantes et ne sont pas toujours abordables. Le problème de l'agriculture se complique ainsi, chez nous, du problème de la colonisation.

Je laisse le soin de résoudre cette difficulté à ceux qui en ont assumé la charge. Mais ils peuvent voir quelle responsabilité pèse sur eux. Notre rôle, à nous qui ne sommes pas de l'administration, est d'encourager les jeunes à n'avoir pas peur des cantons de colonisation. Que l'exemple de nos ancêtres, l'espoir de s'établir largement chez eux, et la satisfaction d'être utiles à leur pays, leur servent d'encouragement.

AUTRES CAUSES :

Collèges classiques et déplacements.

Il y a bien d'autres causes qui favorisent la désertion des campagnes et qu'il suffira de signaler.

On parle beaucoup, depuis quelque temps, du rôle que les collèges classiques pourraient jouer dans le relèvement de l'agriculture. Plusieurs les accusent d'en avoir joué un détestable dans l'invasion des grandes villes. En créant le mirage des professions libérales, ils ont fait dédaigner la campagne. Par suite, on a cru trop longtemps que le jeune homme qui avait fait son *cours* ne pouvait pas, sans dégénérer, revenir à la culture de la terre. On a ainsi condamné à faire de petits médecins et des notaires sans influence, des gens qui, cultivateurs, auraient exercé autour d'eux une action salubre. Ils auraient hâté le progrès de l'agriculture,

anobli la profession de cultivateur et contribué efficacement à faire prospérer la campagne. Les professions libérales auraient été, du même coup, moins encombrées, et nous aurions eu quelques politiciens de moins : c'eût été un avantage considérable.

Une raison plus commune de l'immigration en ville, c'est la facilité avec laquelle on voyage de nos jours. Les esprits sont familiarisés avec le déplacement. Autrefois c'était une affaire de changer de lieu. Aujourd'hui que tant de gens sont allés aux Etats-Unis et en sont revenus, on estime peu de chose de se transporter à la ville voisine. Nos gens sont déracinés, le moindre vent les soulève. Cette instabilité croissante n'est pas sans inquiéter les sociologues et les moralistes. Il semble qu'on ne s'attache plus comme auparavant à la maison où moururent les ancêtres, où des générations naquirent. Les traditions se perdent et l'on ne s'en soucie guère. Le bien-être du moment devient l'unique préoccupation.

UNE DERNIERE CAUSE :

Les Rentiers.

Une dernière classe des déserteurs de la terre, qu'il ne faut pas oublier. Le rentier est presque toujours un paresseux qui veut commencer ici-bas en petit, le repos qu'il ambitionne pour l'éternité.

Cet homme a réussi à faire des économies sur la ferme qu'il a reçue en héritage ou qu'il s'est achetée durant ses jeunes années. Quand ses enfants sont grands et dispersés, bien qu'il soit encore dans la force de l'âge et qu'il ambitionne une verte vieillesse, il quitte le travail, s'installe avec sa femme à la queue du village ou de la petite ville, et ne veut plus vivre que pour fumer sa pipe et faire ses dévotions. Au lieu de mettre au service de la ferme sa réserve de forces, et les fruits de son expérience, il va dépenser sa modeste rente, il se fait consommateur au lieu de rester producteur, vivant de peu, dégustant l'égoïste plaisir de ne rien faire. Loin

d'être les promoteurs du progrès, ces rentiers en sont généralement les adversaires les plus déterminés. L'administration scolaire ou municipale les aura constamment dans les jambes chaque fois qu'elle tentera une innovation d'utilité publique qui pourrait tant soit peu grever le budget de ces bourses fainéantes.

Depuis quelques années la spéculation sur les terrains nous a même dotés de rentiers plus à la mode. Des hommes dans la vigueur de l'âge se sont vu offrir par les spéculateurs des prix fabuleux pour leurs terres mal cultivées. Ils n'ont pu résister au désir de réaliser une somme si considérable, ils sont partis pour la ville escortés de tous leurs grands garçons et de leurs filles naturellement, les fils se sont trouvés trop monsieurs pour cultiver la terre; après avoir fortement entamé le magot paternel, ils se feront pompiers, hommes de police, ou plus simplement balayeurs et palefreniers. Les filles deviennent demoiselles. Elles le resteront jusqu'au jour où n'ayant plus assez facilement l'argent qu'il leur faut pour payer leurs toilettes, elles offriront leurs vaillantes mains de paysannes aux contremaîtres des filatures, des buanderies ou des fabriques de cigares. Le père, lui, le rentier, s'embêtera cordialement. Loin de ses amis, privé du grand air, étouffant dans ce logis de cinq ou six pièces où l'air est constamment vicié, n'ayant d'autre ressource que d'aller fumer sa pipe aux alentours de quelques clos de bois ou dans l'atelier d'un maréchal ferrant, il se fatiguera bientôt de toujours jouer aux dames, et finira par travailler à la journée.

Voilà des gens qui privent leur pays de 15 à 20 ans de saine activité, qui ne produisent plus, qui cèdent la place aux Russes et aux Autrichiens, qui donnent à leurs enfants l'exemple de la paresse et de la fainéantise. Leur argent est aussi improductif qu'eux-mêmes. Leur terre, ils la laissent à des inconnus, souvent à des étrangers, qui par d'industrielles manoeuvres y font parfois une fortune, tandis qu'ils s'estiment heureux s'ils retirent du six pour cent et vivent sans attaquer le capital. C'est grâce à de pareils procédés que nous serons toujours devancés sur le terrain économique.

que l'argent ne sera jamais entre nos mains, et que nous nous perpétuerons dans la situation inférieure à laquelle un trop grand nombre se résignent si facilement.

CONCLUSION.

Si nous voulons garder nos gens à la campagne, deux choses sont nécessaires: les y décider, leur en procurer les moyens. L'un s'obtiendra par une intelligente campagne d'éducation à laquelle devraient collaborer tous ceux que la jeunesse écoute, prêtres, instituteurs et citoyens influents. On obtiendra l'autre quand on pourra offrir aux cultivateurs une abondance de terres faciles à atteindre. D'ailleurs plusieurs fermiers pourront déjà s'établir à l'aise quand on aura moins souci d'avoir de grandes terres que des terres bien cultivées, et quand on se donnera la peine de mettre en valeur les ressources du sol que l'on exploite.

Pour cela il faut promouvoir l'instruction technique des cultivateurs, et les décider à suivre les dictées de la science agricole. Si l'on y réussit, on aura fait autant de conquêtes pour la terre que l'on comptera d'adapte, car celui qui saura cultiver n'aspirera pas à échanger sa ferme pour l'usine.

Néanmoins beaucoup de familles devront se diriger vers les régions nouvelles et fonder des paroisses qui n'existent pas encore. Celles-là méritent des encouragements spéciaux et toute l'attention des gouvernants. Ne craignons pas d'exalter le rôle du fermier colonisateur.

La misère des temps que nous traversons donnera à nos paroles plus de force persuasive que tous les raisonnements. Ne laissons pas perdre l'occasion.

LA GUERRE EN CHAMPAGNE. AU diocèse de Châlons. 1 volume in-12. Prix: 3 fr. 50. (Publié sous la direction de Mgr Tissier, évêque de Châlons.) Il est le fruit d'une oeuvre collective, car quel est l'écrivain qui aurait pu colliger tant de faits, surgissant à la même heure sur les différents points du territoire d'un diocèse vaste par son étendue, s'il ne l'est par le chiffre de sa population. Tous ces collaborateurs ont été groupés par Mgr Tissier, évêque de Châlons; ils étaient animés de son zèle pour la patrie et pour la religion. Ils pouvaient parler en connaisseurs, en adorateurs fervents, de ces églises si belles, si remplies d'histoire et de souvenir, aujourd'hui détruites après avoir pendant des siècles survécu aux guerres, aux révolutions, à tous les cataclysmes sociaux.

Qui pourrait lire sans émotion ces récits de l'invasion à Châlons, à Epernay, à Vitry, à Mauropt-le-Montoy, à Sermaize, à Esternay, à Baye, à Mourmelon-le-Grand, à Sainte-Ménéhould, à Suippes, dans la vallée de la Tourbe et en Argonne ?

LES PAROLES DE LA GUERRE, par Mgr Gauthey, archevêque de Besançon. In-12. Prix: 3 fr. 50. Ce recueil représente l'apostolat d'un évêque français pendant la première année de la guerre. Rien d'apprêté. Tout y est vivant et pris sur le fait. Quelques-uns des morceaux publiés dans ce volume ont été déjà reproduits dans les divers organes de la presse. On a pensé que le public français aimerait à les trouver réunis.

Il pourra, en les lisant, revivre les événements et les émotions d'une année tragique entre toutes.

LETTRES DU R. P. LACORDAIRE A DES JEUNES GENS, recueillies par M. l'abbé Perreye. Nouvelle édition 1915. In-32 de 470 pages. Prix: 1 franc. Ame véritable du P. Lacordaire, âme qui se révèle avec toute sa richesse et toute sa délicatesse à travers cette série de cent vingt lettres. Tous les sujets y sont touchés depuis les questions de dogme et d'apologétique jusqu'aux incidents d'une candidature à l'Académie. Toujours Lacordaire apparaît vraiment homme de Dieu. Aussi un éducateur trouvera-t-il dans ce livre une riche mine de leçons personnelles et d'exhortations à l'adresse de la jeunesse.

LA SAINTE EUCHARISTIE, par le R. P. Hugon, membre de l'Académie romaine de Saint-Thomas. In-12 de 372 pages. Prix: 3 fr. 50. On attendait une théologie de l'Eucharistie, théologie ferme, précise, complète, et en même temps théologie vivante, que les prêtres du ministère et les personnes de quelque culture puissent s'assimiler avec facilité. C'est bien là le caractère du nouveau livre que publie le P. Hugon, O. P., membre de l'Académie romaine de Saint-Thomas.

LIVRES NOUVEAUX

QUESTIONS ET OEUVRÉS SOCIALES DE CHEZ NOUS, par **M. Arthur Saint-Pierre**, Secrétaire de l'Ecole Sociale Populaire. Beau volume, in-seize, de 264. Prix: 75 sous; franco: 80 sous. Envoi gratis, sur demande, de la Table analytique des Matières et de la Lettre-préface de S. G. Mgr Gauthier.

MANUEL DE SOCIOLOGIE CATHOLIQUE, d'après les documents pontificaux; à l'usage des Séminaires et des Cercles d'études; par **M. le Chanoine P. Poey**. Prix: \$1.00; franco: \$1.10.

ANNEE SOCIALE INTERNATIONALE 1913-1914. Beau volume, grand in-8° de 1240 pages. Prix: \$2.25; franco: \$2.50.

Nous attirons aussi votre attention sur les livres suivants :

..LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN BELGIQUE, par **Max Turmann**. In-seize de 435 pages. Prix: 80 sous; franco: 85 sous.

MA VOCATION SOCIALE, par **M. le Comte de Mun**. In-seize de 255 pages. Edition de propagande. Prix: 25 sous; franco: 30 sous.

MANUEL PRATIQUE D'ACTION RELIGIEUSE. Beau volume in-8° relié, de 800 pages. Prix: \$1.25; franco: \$1.40. Envoi gratis, sur demande de la Préface et de la Table des Matières.

LA GUERRE ALLEMANDE ET LE CATHOLICISME. Ouvrage publié sous la direction de **Mgr Alfred Baudrillart**. Prix: 2 fr. 40. Bloud et Gay. Cet ouvrage est écrit pour contrebalancer la propagande allemande chez les neutres. Il contient d'excellents articles de Georges Goyau, de Mgr LeRoy, du chanoine Gaudeau, etc.

On vend aussi **Album** no 1. Prix 1 fr. 20, pour illustrer le volume à la même librairie.